

PROCHE-ORIENT

Nouveaux efforts diplomatiques pour ressusciter le processus de paix

Les efforts diplomatiques se multiplient pour ressusciter le processus de paix au Proche-Orient, avec une nouvelle navette de l'envoyé spécial américain George Mitchell dans la région et une visite éclair du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu au Caire.

L'intensification des contacts diplomatiques survient à une semaine de l'assemblée générale des Nations unies à New York.

M. Mitchell devait s'entretenir hier à Jérusalem successivement avec le président israélien Shimon Peres, tout juste remis d'un bref malaise, le chef de la diplomatie Avigdor Lieberman et le ministre de la Défense Ehud Barak.

Aujourd'hui, il rencontrera le Premier ministre Benjamin Netanyahu avant de discuter demain avec le président palestinien Mahmoud Abbas.

Egalement hier, M. Netanyahu devait discuter avec le président égyptien Hosni Moubarak au Caire, pour la deuxième fois depuis son entrée en fonction en mars dernier.

Tous ces entretiens doivent porter en particulier sur un gel de la colonisation israélienne, réclamé par les Palestiniens, les pays arabes ainsi que par les Etats-Unis et les Européens. Les négociations de paix

sont au point mort depuis la fin décembre 2008.

«Le président Abbas va redire (à M. Mitchell) que les Etats-Unis doivent agir en vue d'un arrêt total de la colonisation», a déclaré samedi à l'AFP le chef de la délégation palestinienne Saëb Erekat.

Mais, tout en se disant prêt à donner un coup de frein – limité – à la colonisation, le gouvernement de droite au pouvoir en Israël a déjà annoncé la mise en chantier ou la poursuite de la construction de 3 000 logements dans des implantations de Cisjordanie occupée.

Par ailleurs, M. Netanyahu n'envisage qu'un arrêt de six mois de la colonisation et il ne veut rien entendre d'un ralentissement de la construction à Jérusalem-est (annexée après sa conquête en juin 1967). Quelque 300 000 colons israéliens vivent en Cisjordanie et plus de 200 000 autres se sont installés dans une douzaine de quartiers érigés à Jérusalem-est.



George Mitchell, envoyé spécial américain au Proche-Orient.

«Nous avons progressé sur certains points. Sur d'autres, il y a encore du travail à faire. J'espère qu'on pourra réduire les divergences pour relancer les négociations. Nous ne sommes pas de ceux qui posons des obstacles», a commenté hier le Premier ministre au début du conseil des ministres, juste avant de se rendre en Egypte. «Nous avons prouvé plus d'une fois que nous étions prêts à faire

des concessions pour la paix. Mais il y a une chose que nous ne sommes pas prêts de faire, c'est de nous faire des illusions, en clair, nous ne sommes pas des poires», avait plaidé M. Netanyahu vendredi devant des militants de son parti, le Likoud. Selon le quotidien de gauche *Haaretz*, M. Netanyahu a exprimé la semaine dernière, en privé, sa conviction qu'Israël et les Etats-Unis sont sur le point

d'aboutir à un compromis sur la colonisation.

Un accord sur cette question cruciale paverait la route à une rencontre tripartite – souhaitée par Israël – entre MM. Netanyahu, Abbas et le président Barack Obama à New York dans dix jours, en marge de l'assemblée générale de l'ONU. Citant des sources palestiniennes et européennes non identifiées, le *Haaretz* affirme

qu'Israéliens et Palestiniens pourraient reprendre leurs négociations en octobre avec l'idée d'instaurer officiellement un Etat palestinien dans deux ans. Une fois réglé le contentieux sur un gel de la colonisation, ils discuteraient en premier lieu du tracé de la future frontière entre les deux Etats.

L'Etat palestinien serait reconnu par l'ONU avant la conclusion des pourparlers, assure le journal.

ZIMBABWE

Tsvangirai réunit ses troupes pour les rassurer

Plusieurs milliers de partisans du Premier ministre Morgan Tsvangirai, se sont rassemblés hier dans son fief de Bulawayo pour célébrer les 10 ans de son parti, marqués par une lutte acharnée contre Robert Mugabe avec lequel il partage aujourd'hui le pouvoir.

Danseurs portant des masques traditionnels recouverts de plume, chorales et groupes pop ont chauffé les militants du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), réunis dans un stade de Bulawayo, la seconde ville du pays et le fief de l'opposition, pour écouter le discours de leur chef.

Morgan Tsvangirai doit notamment rassurer ses partisans sur son rôle au sein du gouvernement d'union nationale, créé en février sous la pression internationale pour sortir le pays de la paralysie politique née de la défaite du régime aux élections de mars 2008.

Ce rassemblement survient au lendemain de l'arrivée d'une délégation de haut niveau de l'Union européenne, la première à se rendre dans le pays depuis sept ans, qui a rencontré le président Robert Mugabe et Morgan Tsvangirai, l'ancien syndicaliste et opposant historique devenu Premier ministre.

De nombreux points de désaccord subsistent toutefois entre les deux anciens ennemis, en conflit ouvert notamment sur la nomination du gouverneur de la Banque centrale, la poursuite des violations des droits de l'Homme et la persécution des membres du

MDC. «Je sais que la décision de participer au gouvernement n'a pas été facile à prendre», a reconnu Morgan Tsvangirai devant les responsables du MDC samedi soir.

«Mais c'est un pas dans la bonne direction. Nous restons dévoués à nos idéaux d'un changement véritable, et un changement véritable va survenir au Zimbabwe», a-t-il assuré.

Le meeting d'hier a été aussi l'occasion de rendre hommage aux 300 membres que le parti affirme avoir perdu dans des violences politiques lors de la lutte contre le régime de Mugabe. Morgan Tsvangirai a lui-même été victime de quatre tentatives d'assassinat. Dès sa création, le 11 septembre 1999, le MDC a rassemblé l'opposition à un régime qui a toujours exercé la violence.

Son succès aux élections générales de mars 2008, qui lui donne 110 députés sur 220, a choqué le régime qui subit sa première défaite depuis son arrivée au pouvoir à l'indépendance en 1980.

Cette même année, Morgan Tsvangirai est arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle, devant Robert Mugabe, âgé de 85 ans et au pouvoir depuis l'in-

dépendance, avant de se retirer en invoquant l'acharnement contre ses partisans. «La nation toute entière va se réunir ici à Bulawayo, pour célébrer dix années de lutte pour la démocratie, dix années de courage, dix années de dévouement, dix années de souffrance muette aux mains du régime de Mugabe et dix années de dur travail», a rappelé samedi aux délégués du MDC son président, Lovemore Moyo. Pour beaucoup

de Zimbabwéens, la situation s'est améliorée cette année, en particulier depuis l'abandon de la monnaie nationale, qui ne valait plus rien après des années d'hyperinflation, et un moindre contrôle des prix qui a permis un réapprovisionnement des magasins. «Nous sommes désormais libres. Nous avons du travail, nous avons à manger.

Nous pouvons maintenant manger du pain. L'année dernière,

nous n'avions rien», témoigne ainsi Gladys Sengwayo, 44 ans venue assister au discours de Morgan Tsvangirai, sa petite-fille dans les bras.

Le pays reste cependant isolé sur le plan international, en dépit des efforts du Premier ministre pour renouer des liens avec les pays occidentaux, qui ont imposé depuis 2002 des sanctions au Zimbabwe, frappant notamment l'entourage du président Mugabe.

Le ministre allemand des AE élabore un plan pour la sortie d'Afghanistan

Le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier a mis au point un plan sur quatre ans pour la réalisation d'objectifs ouvrant la voie au retrait militaire d'Afghanistan, a indiqué hier une porte-parole du ministère.

«Le plan stratégique, commandité par M. Steinmeier, définit les perspectives et hypothèses pour mettre un terme avec succès à notre intervention» militaire, a affirmé la porte-parole.

Selon le magazine *Spiegel*, le plan en 10 points doit être réalisé d'ici 2013, soit d'ici la fin de la prochaine législature. L'annonce de l'existence du plan intervient en pleine campagne électorale allemande à un moment où M. Steinmeier, tête de liste des sociaux-démocrates, tente de ravir la chancellerie à la conservatrice Angela Merkel sur fond d'opposition croissante de l'opinion publique à l'intervention en Afghanistan. Selon un sondage réalisé la semaine dernière, 57% des Allemands souhaitent un retrait rapide de leurs soldats d'Afghanistan. Le débat sur la présence militaire allemande a été relancé depuis 10

jours par une frappe aérienne contre les talibans, ordonnée par le commandement allemand en Afghanistan, qui s'est soldée par la mort de plus de 50 personnes, dont un nombre encore indéterminé de civils. L'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France ont écrit la semaine dernière à l'ONU pour demander la tenue, d'ici la fin de l'année, d'une conférence internationale pour établir de «nouveaux objectifs» en matière de gouvernance, de sécurité et de développement en Afghanistan. Dans une interview au *Süddeutsche Zeitung* parue ce samedi, M^{me} Merkel avait affirmé qu'«avec nos partenaires, nous voulons mettre au point une stratégie de remises de responsabilités à l'Afghanistan sur cinq ans». Selon *Spiegel*, le plan du ministère allemand des Affaires étrangères prévoit notamment de renforcer l'entraînement de policiers et soldats afghans et d'établir pour cela des objectifs chiffrés. Le plan évoque également la mise en place d'un «fonds de réintégration» international pour «permettre à des sympathisants des talibans de se réinsérer dans la société afghane».